



Mairie de BASSEVELLE

743 Rue de la Mairie

77 750 BASSEVELLE

COMMUNE DE BASSEVELLE

PLAN LOCAL D'URBANISME

6.2 RECUEIL DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE



40, rue Moreau Duchesne
BP12 – 77910 Varreddes

urbanisme@cabinet-greuzat.com
<http://www.cabinet-greuzat.com>

*Vu pour être annexé à la
délibération d'approbation
du PLU par le Conseil
Communautaire de la CA
Coulommiers Pays de Brie
en date du : 24/05/2018*

Le Président de la CACPB

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'EQUIPEMENT

LE: Lundi 21 Novembre 2011

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

COMMUNE DE : BASSEVELLE

N°REF	CODE	Cat	Intitulé de la servitude	SAISIE LE
7700135	I3	IIAa		25/04/89
Lieu stockage: SEP		GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ loi du 15 juin 1906, loi de finances du 13 juillet 1925, loi 46-628 du 8 avril 1946		
OBSERVATIONS				
SERVICE CONCERNE :		- - - - -		
Date Report : / / CARACTERISTIQUES DE LA SERVITUDE Canalisations diamètre 100 Quiers - Nangis				
			ACTE INSTITUANT CONVENTIONS AMIABLES	

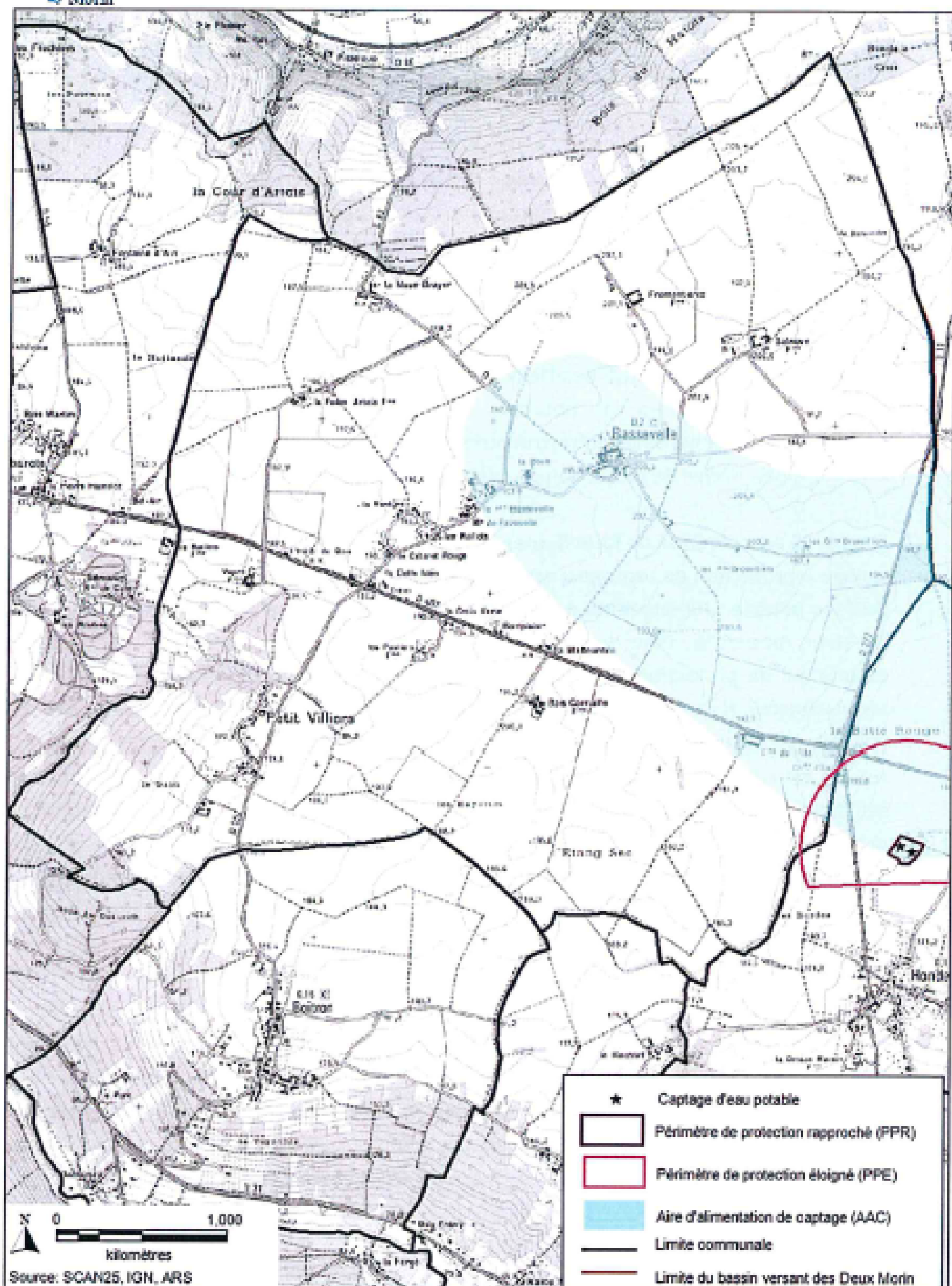
DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'EQUIPEMENT

LE: Lundi 21 Novembre 2011

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

COMMUNE DE : BASSEVELLE

N°REF 7700081	CODE AS1	Cat IAC	Intitulé de la servitude	SAISIE LE 03/04/89
Lieu stockage: SERU		PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES Code de la Sante Publique Décret n° 61-859 du 1er août 1961		
OBSERVATIONS				
SERVICE CONCERNE :		Conseil Départemental Hôtel du Département CS 50377 77 010 MELUN Cédex		
Date Report : / /				
CARACTERISTIQUES DE LA SERVITUDE			ACTE INSTITUANT	
Captage de "La Fontaine Aux Dames" sur Hondevilliers			Arrêté Préfectoral N°79/DDA/AE/719 du 5 Décembre 1979	



DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'EQUIPEMENT

LE: Lundi 21 Novembre 2011

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

COMMUNE DE : BASSEVELLE

N°REF 7701069	CODE EL7	Cat IIDd	Intitulé de la servitude	SAISIE LE 25/10/89
Lieu stockage: SERU		ALIGNEMENT DES VOIES NATIONALES DEPARTEMENTALES ET COMMUNALES		
OBSERVATIONS				
SERVICE CONCERNE :		Conseil Départemental Hôtel du Département CS 50377 77 010 MELUN Cédex		
Date Report : / /				
CARACTERISTIQUES DE LA SERVITUDE			ACTE INSTITUANT	
CD 55 E			Délib du 14 avril 1896	

PREFECTURE de SEINE-et-MARNE

*Direction départementale de
l'Équipement et de l'Agriculture*

Service Territorial Est

Pôle Urbanisme

Unité Urbanisme de Coulommiers

Coulommiers, le

30 JUIN 2010

La responsable de l'unité Urbanisme de
Coulommiers

à

Monsieur le Maire
743 rue de la Mairie
77750 BASSEVELLE

Référence : STE PU UUC 2010-59

Affaire suivie par : Corinne PROFIT

corinne.profit-texier@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 01 64 20 89 26 – Fax : 01 64 20 89 16

Objet : Porter à connaissance « Canalisations de transports de matières
dangereuses »

Monsieur le Maire,

Votre commune est traversée par une canalisation de transport de matières dangereuses (gaz ou hydrocarbures liquide), susceptible d'avoir une incidence sur certains projets de constructions situés à proximité.

L'arrêté interministériel et la circulaire n°06-254 du 4 Août 2006 précisent ainsi les prescriptions minimales à observer pour préserver la sécurité des personnes au voisinage de ces ouvrages et pour ne pas créer de nouvelles situations de nature à porter atteintes à la sécurité publique.

Par lettre préfectorale du 5 janvier 2009, votre attention a été attirée sur le sujet de la maîtrise de l'urbanisation associée à ces ouvrages de transport. Cette lettre vous invitait dans un premier temps à consulter la DRIRE dans le cadre de l'instruction des permis de construire se rapportant à l'implantation ou l'extension d'établissements recevant du public et d'immeubles de grandes hauteurs dans l'attente de la communication des caractéristiques des zones d'effets générés par les canalisations de transport traversant votre commune.

Vous voudrez bien trouver ci-joint une fiche communale établie par la DRIRE fixant, pour chaque type de canalisation qui traverse votre commune, les distances d'interdiction et de restriction qui devront être respectées de part et d'autre de la canalisation :

- une « **zone permanente d'interdiction** » dans laquelle tout projet d'Etablissement recevant du public (ERP) de plus de 100 personnes et d'Immeuble de grande hauteur (IGH) sera interdit ;
- une « **zone intermédiaire** » où des restrictions de construction ou d'extension d'Etablissement recevant du public (ERP) de plus de 100 personnes et d'Immeuble de grande hauteur (IGH) existent et peuvent nécessiter des renforcements de la sécurité de la canalisation. Les projets de ce type devront faire l'objet d'une analyse entre l'aménageur et le gestionnaire de réseau. A l'issue de celle-ci, ils seront soumis à l'avis de la DRIRE .

PJ : 1

Vous veillerez à retranscrire cette information dans le règlement du document d'urbanisme de votre commune ainsi que dans le cadre de l'instruction des autorisations d'urbanisme.

1 – Transcription de ces contraintes dans le règlement du document d'urbanisme (POS et PLU) :

- Sur les zones concernées par la « **zone permanente d'interdiction** » :

Vous complétez les règles de l'**article du règlement fixant les occupations et utilisations du sol interdites**, en interdisant la réalisation des ERP de plus de 100 personnes et des IGH.

- Sur les zones concernées par la « **zone intermédiaire** » :

Vous complétez les règles de l'**article fixant les occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières** : les ERP et IGH pourront être autorisés à condition que leur construction ou extension ne portent pas atteinte à la sécurité des personnes. La démonstration de la limitation de l'atteinte à la sécurité des personnes fera l'objet d'une étude spécifique, soumise aux services compétents.

Ces dispositions seront intégrées à l'occasion d'une modification du document d'urbanisme.

2 – Incidences sur l'instruction des autorisations d'urbanisme :

Dans l'attente des modifications des documents d'urbanisme, il est indispensable d'alerter les pétitionnaires les plus en amont sur les dispositions de la circulaire de 2006 et de la fiche information jointe.

- Pour les projets compris dans la « **zone permanente d'interdiction** » : vous proposerez (ou opposerez), au titre de l'**article R111-2** du code de l'urbanisme, un refus à tout projet d'ERP de plus de 100 personnes ou d'IGH.
- Pour les projets compris dans la « **zone intermédiaire** » : **la construction ou l'extension des ERP et IGH ne sera possible qu'une fois le risque lié à la sécurité des personnes écarté. Ainsi,**
 - 1. Le pétitionnaire engagera le plus en amont possible une étude pour s'assurer que les conditions de sécurité sont suffisantes, en y associant le gestionnaire de réseaux . Des mesures compensatoires pourront être proposées.
 - 2. Le service instructeur consultera les services de la DRIRE dans un délais de 1 mois à partir du dépôt du permis de construire. Il s'agira ainsi pour la DRIRE d'apprécier la pertinence et la suffisance des mesures compensatoires prévues.
 - 3. L'autorisation d'urbanisme ne sera délivrée qu'une fois le risque lié à la sécurité des personnes écarté. En cas d'impossibilité de mise en œuvre de mesures compensatoires, le refus du permis de construire pourra être prononcé au titre de l'article R111-2 du code de l'urbanisme

3 – Information du gestionnaire de réseau à l'occasion des démarches de planification locales


Enfin, à l'occasion de l'élaboration des documents d'urbanisme, vous informerez le gestionnaire des canalisations sur les projets d'extensions urbaines envisagées à proximité des pipelines, afin que ceux-ci puissent tenir compte de la densification de l'urbanisation et puissent engager d'éventuels travaux de mise en sécurité.

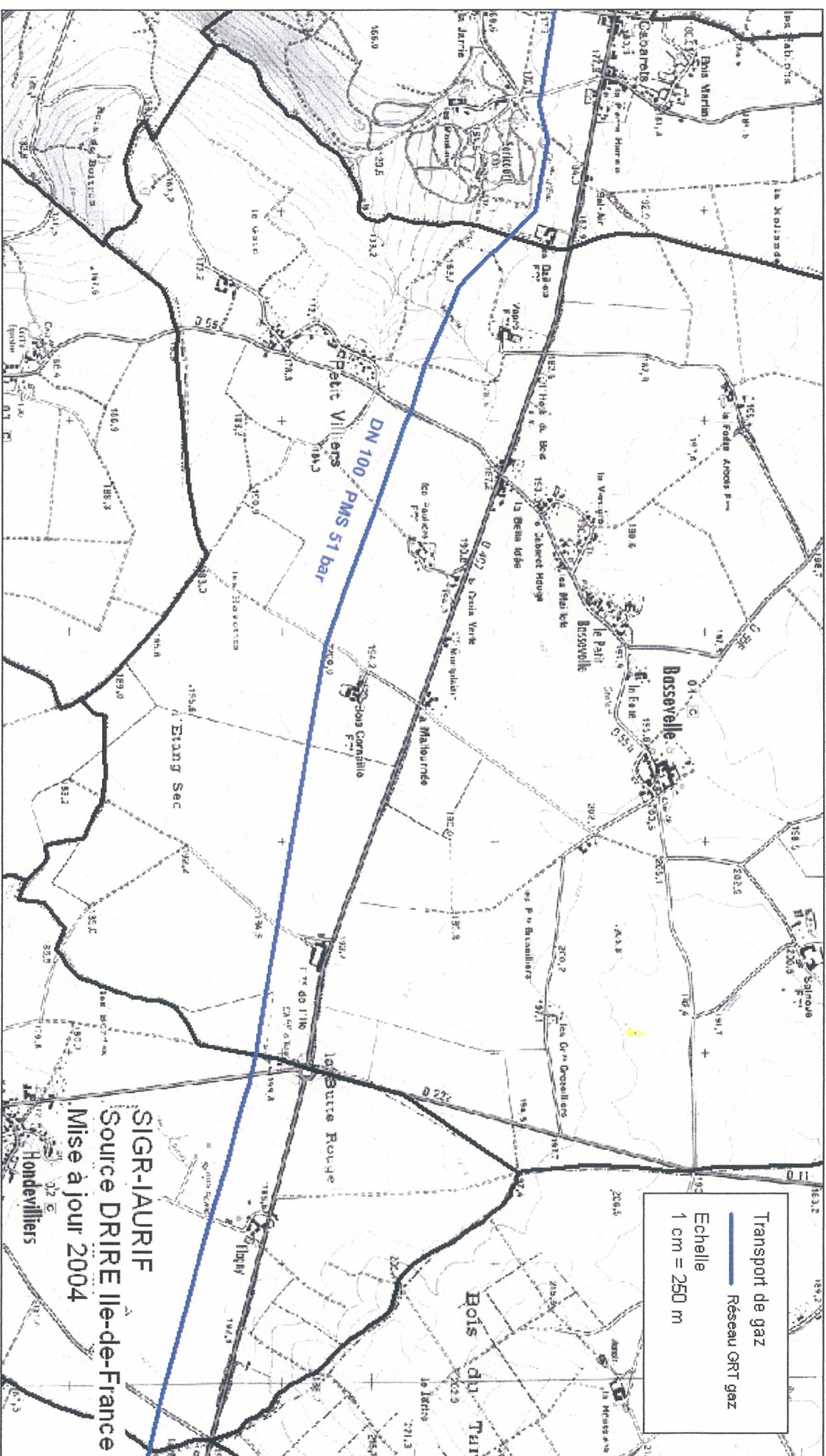
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

La Responsable de l'Unité Urbanisme

de Coulommiers

Chantal-SEPTEMBRE

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large, stylized 'C' that loops around and ends with a vertical stroke, positioned over the printed name 'Chantal-SEPTEMBRE'.



CANALISATIONS DE TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES SOUS PRESSION

Commune de BASSEVELLE (77 MEAUX)

SIG-IAURIF
Source DRIRE Ile-de-France
Mise à jour 2004

Fiche d'information relative aux risques présentés par les canalisations de transport de matières dangereuses intéressant la commune de BASSEVELLE

1- Les différentes canalisations de transport intéressant la commune de BASSEVELLE

La commune de BASSEVELLE est concernée par plusieurs canalisations sous pression de transport de matières dangereuses, réglementées par l'arrêté du 4 août 2006 (NOR: INDI0608092A) du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, du ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer et du ministre délégué à l'industrie. Il s'agit de canalisations de transport de gaz exploitées par la société GRTgaz.

Le tracé est donné sur la carte ci-après. Pour toute information complémentaire et notamment obtenir une carte des tracés avec une échelle plus fine, il conviendra de se rapprocher directement de l'exploitant dont les coordonnées sont indiquées ci-dessous :

GRTgaz
Région Val de Seine
(26 rue de Calais – 75436 PARIS CEDEX 09
TEL. : 01.40.23.36.36)

Les renseignements mentionnés sur cette carte ne sauraient engager les organismes ayant contribué à son élaboration. Il s'agit d'un document informatif. La position mentionnée ne permet pas la localisation précise sur le terrain de certaines catégories de canalisations. Pour tous travaux à proximité des canalisations de transport, il est nécessaire d'effectuer auprès de l'exploitant concerné une demande de renseignement ou une déclaration d'intention de commencement de travaux conformément au décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 et à son arrêté d'application du 16 novembre 1994 ou de tout autre texte pouvant s'y substituer. De manière générale, les personnes souhaitant des informations plus précises sur les réseaux de canalisations sous pression sont invitées à se rapprocher de leurs exploitants respectifs.

2- Maîtrise de l'urbanisation

Les contraintes en matière d'urbanisme concernent les projets nouveaux relatifs aux établissements recevant du public (ERP) les plus sensibles et aux immeubles de grande hauteur (IGH). Ces contraintes s'apprécient au regard des informations figurant dans le tableau ci-après et qui sont issues des distances génériques disponibles pour le gaz :

Canalisations de transport de gaz exploitées par la société GRTgaz

Caractéristiques des canalisations	Zones justifiant des restrictions en matière de développement de l'urbanisation		Zone justifiant vigilance et information
	Zone permanente d'interdiction de toutes nouvelles constructions ou extensions d'IGH et d'ERP susceptibles de recevoir plus de 100 personnes	Zone intermédiaire où des restrictions de construction ou d'extension d'IGH et d'ERP susceptibles de recevoir plus de 100 personnes existent	Zone d'information du transporteur de tout projet d'urbanisme
DN 100 et PMS 51 bar	5 m	25 m	25 m

Ces distances s'entendent de part et d'autre de l'axe de la canalisation considérée. **En gras : Les distances indiquées sont à considérer avec précaution car prises, de façon majorante, pour une PMS de 67,7 bar.**



Zones justifiant des restrictions en matière de développement de l'urbanisation

La première distance délimite la zone dans laquelle toutes constructions ou extensions d'IGH et ERP susceptibles de recevoir plus de 100 personnes sont interdites sans qu'il ne soit possible de revenir dessus.

La zone intermédiaire nécessite que l'aménageur de chaque projet engage une étude pour s'assurer que les conditions de sécurité sont satisfaisantes au regard des risques présentés. Cette étude repose sur les caractéristiques de l'ouvrage de transport, de son environnement mais aussi du projet envisagé et du respect de certaines contraintes en matière de sécurité (modalité d'évacuation des personnes...). En outre, la mise en œuvre de mesure compensatoire de type physique sur l'ouvrage de transport (protection mécanique par dalle béton...) destinée à réduire l'emprise de cette zone en limitant la principale source de risque d'accident (travaux tiers) est à privilégier. Cependant, malgré la mise en place de mesures compensatoires et dans certaines conditions, l'interdiction de construction ou d'extension d'IGH et d'ERP susceptibles de recevoir plus de 100 personnes peut intervenir. La DRIRE devra être consultée a minima lors de la procédure de demande de permis de construire.

Zone justifiant vigilance et information


La distance la plus grande définit la zone dans laquelle une information du transporteur doit être réalisée pour tout projet d'urbanisme. Cette démarche doit permettre au transporteur de suivre l'évolution de l'environnement à proximité de ses ouvrages afin de renforcer le cas échéant leur niveau de sécurité.


En outre, cette zone doit servir de référence pour l'élaboration du plan communal de sauvegarde (PCS) et, le cas échéant, du document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM).

D'une manière générale et afin d'anticiper toutes difficultés, il convient d'avertir le plus en amont possible le transporteur de tout projet situé dans les zones figurant dans le tableau ci-dessus.

Plan de zonage des ouvrages de transport de gaz naturel

(conformément au décret 91-1147 du 14 Octobre 1991 et à son arrêté d'application du 16 Novembre 1994)

 Zone de la commune où tout projet de travaux doit faire l'objet d'une demande de renseignements

 Territoire de la commune.

Commune : **BASSEVELLE**

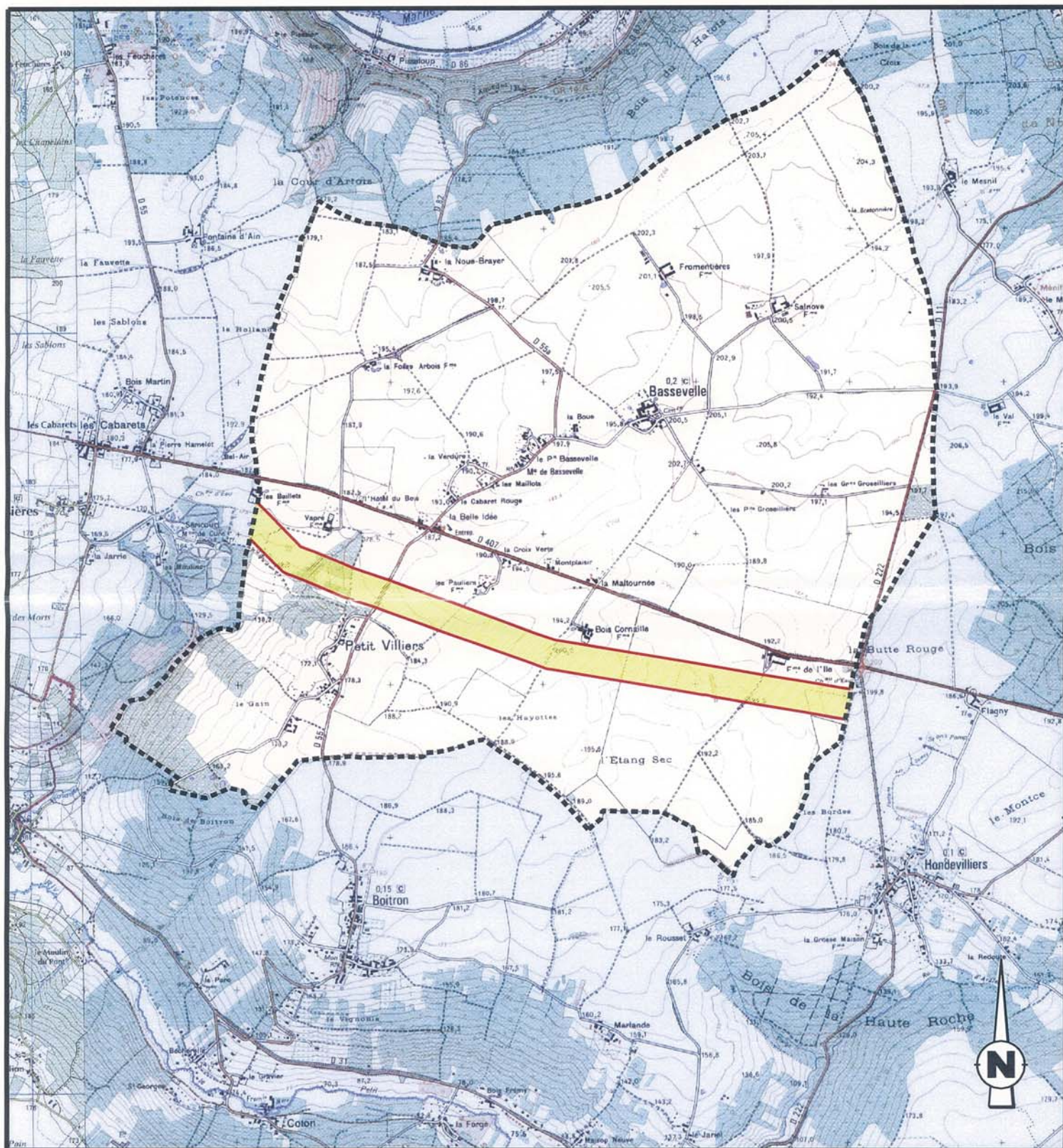
Code INSEE : **77024**

Echelle : 1 / 25000

0 300 500 m.

Numéro de révision 03

Date d'édition 02/05/2007



Numéro d'autorisation IGN : 10004



EN CAS D'URGENCE
TELEPHONER 24 H / 24 H
AU CENTRE DE SURVEILLANCE REGIONAL

N°Vert 0 800 00 11 12

Pour les travaux projetés sur une autre commune, consultez la mairie du lieu où ils sont envisagés.
Ce plan ne concerne pas les ouvrages de distribution de gaz naturel exploités par EDF Gaz de France Distribution..

GRT gaz

GRT gaz Région Val de Seine
Agence Ile de France Nord
2, rue Pierre Timbault 92 238 Gennevilliers cedex

Fax : 01 40 85 20 78

Site : <http://www.dictplus.com>